

Comment Démanteler une Milice Meurtrière

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

Enough Team
Novembre 2014



enough

COVER PHOTO:

United Nations peacekeeper standing watch on a hill near a peacekeeper encampment in the heart of territory held by the FDLR, in the village of Kimua, eastern Congo, in 2009.
Rebecca Blackwell / AP Image

Comment Démanteler une Milice Meurtrière

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

Enough Team
November 2014

Synthèse et Recommandations

Devant l'échéance imposée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et les gouvernement africains de la région en vue de sa démobilisation complète d'ici le 2 janvier 2015, sous peine d'être confrontée à des actions militaires, le groupe rebelle connu sous le nom des FDLR¹ en République Démocratique du Congo, est actuellement en train de se regrouper, de mobiliser un soutien politique et constitue toujours une menace pour la sécurité de la région. Les FDLR sont l'un des groupes armés les plus importants et brutaux au Congo et au Rwanda, plusieurs de ses dirigeants ont contribué à perpétrer le génocide Rwandais, et a commis à plusieurs reprises des massacres contre les populations civiles au Congo. Pour certains des groupes armés Congolais encore en activité, la lutte contre les FDLR est devenue leur *raison d'être*.² Le fait que le Rwanda ait cité à plusieurs reprises la menace des FDLR pour justifier une intervention à l'Est du Congo, est une raison substantielle pour en venir à du groupe. Mettre un terme aux FDLR enrayerait cette justification et éliminerait l'un des facteurs majeurs de l'instabilité à l'Est du Congo et dans la région.

Les éléments de preuve des Experts des Nations Unies et les résultats de 6 mois de recherche sur le terrain par Enough Project au Congo, suggèrent que la stratégie actuelle des FDLR vise à sa réorganisation dans trois domaines: générer plus de revenus qu'elles échangent contre des munitions et des armes, mobiliser un soutien politique afin de tenter d'acquiescer davantage de légitimité, et s'organiser afin d'éviter une défaite militaire en tissant des alliances et en recrutant des nouveaux combattants. Malgré le discours du groupe selon lequel ses combattants sont engagés dans un processus de désarmement, les FDLR n'ont

1 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

pas respecter plusieurs échéances de démobilisation établies par les gouvernements régionaux et la communauté internationale. Moins de 200 soldats de rang seulement ont déposé leurs armes, et le groupe a refusé d'être relocalisé dans les camps de démobilisations désignés par le gouvernement Congolais.

Les FDLR continuent de générer des revenus principalement en troquant de l'or à travers le Nord-Kivu et l'Ouganda ainsi qu'en produisant et en troquant illégalement du charbon de bois du Parc National des Virunga, un commerce estimé à 32 million de dollars Américains par an.³ Le groupe utilise une partie de ces recettes pour se procurer des munitions et des armes auprès d'officiers de l'armée Congolaise, avec qui il continue de collaborer et d'échanger des renseignements. Le Groupe d'Experts des Nations Unies et les personnes interrogées aux alentours du Parc des Virunga remarquent également que les FDLR continuent de recruter des soldats de rang.⁴ Les FDLR ont également conclu des alliances militaires avec des groupes armés congolais, y compris les Maï-Maï Lafontaine et autres. Enfin, les FDLR ont accéléré leur élan politique en ayant tissé de nouvelles alliances avec quatre partis politiques Rwandais frustrés par la restriction grandissante d'espace politique au Rwanda. Les anecdotes de personnes interviewées sur le terrain par Enough Project montrent que ces alliances renforcent le moral au sein des FDLR, bien que cet enthousiasme se soit quelque peu estompé récemment, à la suite de messages fermes pour le désarmement, émanant des gouvernements régionaux et de la communauté internationale.

La stratégie actuelle des FDLR est cohérente avec le schéma traditionnel qu'elles emploient chaque fois qu'elles sont confrontées à la pression militaire. Selon ce schéma, le groupe promet de se désarmer et réitère ses ambitions politiques d'être reconnu comme un parti d'opposition rwandais.⁵ Les FDLR profitent ensuite de tout sursis lui accordé pour se regrouper tout en tissant des alliances militaires et en intensifiant ses activités économiques et le recrutement.

Depuis la défaite du groupe rebelle M23 en novembre 2013, les FDLR ont reçu beaucoup d'attention, tant dans la région qu'au sein de la communauté internationale dans son ensemble, au titre du prochain groupe armé dont le démantèlement est essentiel. Cette attention, cependant, s'est traduite par très peu d'action politique jusqu'à présent, et les promesses des rebelles de désarmer sont restées largement inassouvies. Les efforts pour mettre un terme aux FDLR ont souffert d'un manque de consensus pour entreprendre des opérations militaires ou d'autres mesures non-militaires, en partie à cause de la position du groupe au centre de tensions régionales. Le gouvernement Congolais, qui aurait du jouer un rôle décisif dans les efforts pour contrarier les FDLR, hésite en partie parce que ses liens avec le groupe lui procurent des avantages économiques et politiques. Par exemple, certains officiers de l'armée Congolaise continuent de s'enrichir du trafic illégal d'or et de charbon de bois des FDLR. L'Afrique du Sud et la Tanzanie, pays qui fournissent le plus de contingents à la Brigade d'intervention de la Mission des Nations Unies en RDC, ont soutenu Kinshasa jusqu'ici principalement par intérêts commerciaux liés au méga-barrage Inga III et à cause de relations tendues avec le Rwanda. Les dirigeants Sud-Africains et Tanzaniens ont également réagi avec hostilité aux allégations faites sur le Rwanda, qui aurait commis des tentatives d'assassinat d'opposants politiques en Afrique du Sud. Le président actuel de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, l'Angola, a tenté de pousser la région à agir plus fermement contre les FDLR, préférant la force militaire mais n'a pu faire plus pour contribuer de troupes à la Brigade des Nations Unies.

2 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

Par ailleurs, un problème majeur avec l'option militaire est que les FDLR se mêlent aux communautés locales et aux populations de réfugiés, créant ainsi un risque légitime que des opérations contre les FDLR causeraient des pertes en vies humaines de populations civiles à une échelle semblable à celles d'opérations antérieures où des stratégies militaires conventionnelles avaient été employées. Ce risque de pertes en vies humaines des civiles peut néanmoins être mitigé si les opérations sont renforcées par des forces spéciales, ciblent les dirigeants des FDLR et comportent également des mesures de protection civile adéquates. Les leçons de la mission de l'Union Africaine pour lutter contre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) devraient être appliquées.

Vaincre les FDLR sollicitera une stratégie globale qui comporte tant des approches militaires ciblées qu'une action diplomatique plus concertée dans des domaines non-militaires, y compris une diplomatie à haut-niveau, des mesures économiques, des incitations pour accroître le taux des défections, des mesures humanitaires, et la responsabilité pénale. Plus particulièrement, la collaboration des FDLR avec l'armée Congolaise et ses sources économiques vitales doivent être réduites considérablement. Ce rapport élabore sur les approches non-militaires essentielles pour que les FDLR ne soient plus en mesure de continuer de menacer la paix et la sécurité dans la région. Un rapport subséquent fera la revue des mesures militaires nécessaires pour endiguer le FDLR.

Recommandations

- 1. La diplomatie régionale.** Said Djinnit, Envoyé spécial du Secrétaire-général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs, devrait continuer de travailler pour rétablir les relations entre le Rwanda et l'Afrique du Sud, ainsi que les relations entre le Rwanda et la Tanzanie. Le but devrait être de forger un consensus régional tant pour des opérations militaires ciblées que pour des mesures non-militaires nécessaires de toute urgence pour neutraliser les FDLR. En plus de guider la diplomatie et de mener les responsables décisifs à négocier, les initiatives pourraient comporter des mesures visant à rétablir la confiance, telles que soutenir la croissance des liens économiques entre ces pays, publier des déclarations communes sur les FDLR, et/ou des rencontres diplomatiques tels qu'un nouveau cycle du Processus d'Oyo au Congo-Brazzaville.⁶
- 2. Couper les sources économiques des FDLR : le charbon de bois.** Said Djinnit Envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands-Lacs, Russ Feingold Envoyé spécial des États-Unis pour la région des Grands-Lacs, et Martin Kobler Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la République démocratique du Congo, devraient faire pression sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et la police Congolaise en vue du soutien aux gardes-parc du Parc des Virunga de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), en bloquant les axes d'approvisionnement en charbon de bois des FDLR entre le Parc National des Virunga et Goma. Les Envoyés spéciaux devraient aussi faire pression sur la MONUSCO pour qu'elle fournisse des casques bleus pour patrouiller avec les gardes-parc du Parc des Virunga et contribuer ainsi à limiter la production de charbon de bois dans le parc.
- 3. La responsabilité des officiers de l'armée Congolaise.** Djinnit, Feingold, Kobler et le Président Angolais José Eduardo dos Santos, devraient accroître la pression sur le gouvernement

3 **The Enough Project** • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

Congolais pour mettre en examen, suspendre et inculper les officiers de l'armée Congolaise soupçonnés de collaborer avec les FDLR. Ce problème devrait être placé sur l'agenda des négociations de haut-niveau de la CIRGL et du Conseil de sécurité des Nations Unies. Une telle collaboration représente un problème majeur, parce qu'il permet aux rebelles d'esquiver les attaques et de se ravitailler. Bien que cela fasse plusieurs années qu'une collaboration de cet ordre a été documentée par des Experts des Nations Unies, aucun officier de l'armée Congolaise n'a été suspendu pour avoir collaboré avec les FDLR.

4. **Œuvrer pour arrêter le chef des FDLR Sylvestre Mudacumura, et encourager les inculpations publiques.** Djinnit, Feingold et dos Santos devraient encourager vivement la MONUSCO et le gouvernement Congolais à coopérer avec la Cour Pénale Internationale en vue d'arrêter Mudacumura, et consolider le dossier à son encontre. Les efforts dans ce domaine peuvent aider tant à démanteler les structures d'impunité qui permettent aux dirigeants des FDLR de prospérer, qu'à restaurer la dignité et la sécurité des victimes. Les Envoyés spéciaux devraient également encourager les gouvernements régionaux à mettre en place des enquêtes et des inculpations publiques contre les personnes haut-placées des FDLR, du M23, et autres, accusées d'avoir commis des crimes d'atrocités graves. Les mises en accusation publiques permettront d'encourager les FDLR et d'autres combattants armés non-inculpés, à désertir sans avoir peur d'être arrêtés.
5. **La réinstallation dans un pays tiers.** Djinnit, le Représentant de l'Union Européenne, Koen Vervaeke, et Feingold devraient finaliser les négociations avec les pays en dehors de la région des Grands Lacs et développer des options concrètes pour la réinstallation des combattants des FDLR qui ne sont pas inculpés de crimes d'atrocité et qui redoutent de rentrer au Rwanda. De telles propositions devraient comporter les mesures de protection nécessaires pour encourager l'accroissement de la défection.
6. **Les réfugiés.** Djinnit, Feingold, et Kobler devraient collaborer avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (UNHRC) pour établir des camps protégés pour les réfugiés à l'Est du Congo. Les Envoyés spéciaux devraient également garantir que la MONUSCO assure la sécurité des camps. Les camps de personnes déplacées internes actuels où logent les réfugiés Rwandais servent de réserve de recrutement pour les FDLR. La création de camps de réfugiés des Nations Unies qui sont dotés d'un niveau de sécurité beaucoup plus élevé et d'une protection assurée par la MONUSCO, permettrait d'empêcher le recrutement par les FDLR dans ces camps.
7. **Des garanties de sécurité.** Djinnit, Feingold, et dos Santos devraient collaborer avec le Rwanda pour fournir un plan de sécurité amélioré qui soit signé conjointement par les acteurs internationaux, et publier une nouvelle déclaration qui détaillerait des plans concrets de garanties de sécurité et de non-poursuite pour les combattants des FDLR qui ne sont pas inculpés de crimes graves. Le Rwanda a jusqu'à présent eu une politique en place, mais les accords de sécurité qui auraient été rompus ont causés la méfiance des combattants des FDLR envers les accords actuels. Un nouveau programme révisé, signé conjointement par les Nations Unies et/ou la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), pourrait permettre d'entraîner l'augmentation des défections des FDLR.

Introduction

Les FDLR sont l'un des groupes armés les plus importants et destructeurs dans les conflits à l'Est du Congo. Le Rwanda a justifié ses interventions au Congo en faisant référence aux FDLR, le groupe rebelle a coûté cher aux communautés Congolaises, et les civils rwandais et Congolais continuent d'être menacés par la présence de ce groupe à l'Est du Congo. Mettre un terme à la menace des FDLR doit donc être l'un des objectifs principaux des efforts mis en œuvre pour résoudre le conflit. Plusieurs des dirigeants des FDLR ont été impliqués dans le génocide du Rwanda qui a coûté la vie à 800 000 personnes, et la sévérité des atrocités qu'ils ont commises contre les civils au Congo a été extrême. Son commandant militaire en chef, Sylvestre Mudacumura, est recherché par la Cour Pénale Internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.⁷ Le groupe FDLR figure sur la liste des sanctions des Nations Unies pour avoir commis des atrocités contre des civils de manière récurrente et est également sur la liste des organisations terroristes publiée par les États-Unis.⁸ Selon des Experts des Nations Unies et des organisations pour la défense des droits de l'homme, les FDLR ont commis plusieurs massacres de civils, notamment le massacre de Busurungi, où les combattants du FDLR auraient tué 96 civils, y compris 25 enfants, 23 femmes, et plusieurs hommes âgés tout en brûlant 702 maisons, centres de santé, écoles, et églises en une journée.⁹ Les attaques du groupe ont été caractérisées par des pratiques particulièrement brutales, comprenant le viol, brûler vif des civils, et d'autres formes de torture.¹⁰

Sept dirigeants des FDLR ou ayant fait parti des organisations qui les ont précédées ont été inculpés de crimes de génocide par le Tribunal pénal international pour le Rwanda.¹¹ Certains des dirigeants des FDLR actuels auraient également participé au génocide du Rwanda, bien qu'ils n'aient toujours pas été inculpés¹². Les FDLR incitent d'autres groupes à tisser des alliances à l'est du Congo ce qui intensifie la menace qu'ils représentent déjà. D'après les rapports de la société civile locale, plusieurs groupes armés congolais déclarent exister pour combattre les FDLR,¹³ et plusieurs groupes armés sont alliés aux FDLR.¹⁴ La présence des FDLR à l'est du Congo et les attaques violentes qu'elles ont commises à l'intérieur du Congo, et précédemment au Rwanda, ont servi de justification au gouvernement rwandais pour réaliser des interventions militaires contre le groupe et pour porter soutien au Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) et aux groupes rebelles M23. Le Rwanda considère que les FDLR et leur collaboration avec des groupes d'opposition rwandais représentent une menace permanente.

Le gouvernement Congolais hésite à s'attaquer directement au groupe, en partie parce que ses liens aux FDLR lui procurent des avantages économiques et politiques. L'Afrique du Sud et la Tanzanie, pays principaux contributeurs de troupes à la Brigade d'intervention des Nations Unies en RDC, ont largement soutenu Kinshasa jusqu'à présent, et ont des relations tendues avec le Rwanda.¹⁵ L'Afrique du Sud renforce ses liens commerciaux avec le Congo en vue de la construction du méga-barrage hydro-électrique Inga III afin d'alimenter son économie grâce au barrage. Les dirigeants Sud-Africains ont également réagi avec hostilité aux allégations contre le Rwanda qui aurait commis des tentatives d'assassinat d'opposants politiques en Afrique du Sud.¹⁶ La promesse d'action décisive par l'Angola, le président actuel de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), demeure hypothétique. L'Angola, a tenté de pousser la région à agir plus fermement contre les FDLR, préférant la force militaire mais n'a pu faire plus pour contribuer de troupes à la Brigade de l'ONU.

5 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

Les FDLR aujourd'hui : affaiblies mais en phase de réorganisation

Les développements militaires. Aujourd'hui, les FDLR sont considérablement plus faibles qu'elles ne l'étaient il y a 5 ans, mais elles conservent des réseaux politiques, économiques et militaires puissants et sont toujours en mesure de commettre des atrocités de masse. Le nombre de combattants des FDLR a considérablement diminué au cours des vingt dernières années, de 30 000 - 40 000 en 2001 à 6 500 en 2009, à environ 1 200 - 1 500 à ce jour.¹⁷ Les opérations militaires menées par l'armée Congolaise, les forces des Nations Unies, les forces spéciales rwandaises, les groupes armés Congolais, et les gardes-parc du Parc des Virunga, ainsi que les campagnes des Nations Unies pour encourager la défection, et la pression financière générée par la législation de Dodd-Frank ainsi que d'autres pressions appliquées aux minerais de conflits, ont contribué à cette diminution. Les chaînes de commandement des FDLR ont également été affaiblies du fait que 43 de ses hauts commandants ont été tués ou ont fait défection depuis fin 2009.¹⁸

Cependant, les FDLR sont loin d'être anéanties et sont actuellement en train de se réorganiser. Ses commandants connaissent bien le terrain et les forêts de l'est du Congo pour y avoir opéré pendant 20 ans. Ils collaborent avec certains officiers militaires Congolais, et ils continuent de générer des revenus de l'or et du charbon de bois. Les opérations militaires contre le groupe rebelle M23 en 2012 et 2013 ont permis aux FDLR tant de bénéficier d'un répit des assauts militaires que d'accroître ses forces. L'armée congolaise a collaboré avec des unités des FDLR pour combattre le groupe M23 anti-FDLR,¹⁹ et antérieurement des opérations militaires conjointes de l'armée Congolaise et des Nations Unies pour contrecarrer les FDLR ont été interrompues pour cibler le M23. En 2012 et 2013, les FDLR ont exécuté trois attaques sur le territoire Rwandais.²⁰ Même lorsqu'elles étaient en nombre réduit, les FDLR ont commis des atrocités contre les civiles, fait peser des menaces sur la sécurité intérieure du Rwanda, et se sépare fréquemment en de plus petits groupes--une tactique de guérilla d'attaques éclaires.²¹ Les FDLR conservent des réserves de recrutement, essentiellement dans les camps de déplacés internes, et collaborent intensément avec d'autres groupes armés Congolais tels que les Maï-Maï Lafontaine au travers du trafic illégal de ressources naturelles, notamment l'or et le charbon de bois. Elles se mêlent également aux réfugiés rwandais et/ou à la population Hutu congolaise, en dissimulant leurs armes et en s'habillant en civil. Les FDLR sont susceptibles d'agir ainsi lorsqu'elles sont confrontées à une attaque militaire.

Retarder les frappes militaires mais sans désarmer. De récents éléments de preuve suggèrent que les FDLR utilisent leur promesse de désarmement comme une tactique pour gagner du temps afin de se regrouper militairement et mobiliser un soutien politique à ses revendications. Le manque de volonté des FDLR à désarmer volontairement doit être inversé en accentuant la pression et les mesures politiques. Un officier de haut rang des FDLR a certifié à Enough Project : « La démobilisation n'est synonyme de reddition. Aucun combattant ne se rendra s'il n'y a de progrès vis-à-vis de nos demandes ».²² Rien n'indique actuellement que les FDLR soient en train de se démobiliser volontairement. Des entretiens avec les commandants du groupe indiquent peu de volonté de le faire présentement. Les fausses promesses de désarmement des FDLR n'ont rien de nouveau. Le groupe n'a jamais tenu ses promesses faites publiquement en avril 2014 de déposer les armes. Seulement 186 sur 1.200-1.500 de ses combattants ont volontairement déposé les armes depuis mai, et ces combattants ont remis très peu

6 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

d'artillerie.²³ Les FDLR n'ont pas respecté non plus les échéances de désarmement qui avaient été définies et leur avaient été communiquées début août par le gouvernement Congolais et une équipe d'ambassadeurs de la région. Les termes de la démobilisation ordonnaient aux FDLR de transférer certaines de leurs troupes dans un site de démobilisation établi à Kisangani et d'entreprendre le désarmement de troupes supplémentaires d'ici le 8 - 11 août.²⁴ Un autre officier de haut-rang des FDLR a déclaré à Enough Project : « Nous ne voulons pas aller aux "camps de déportations" de Kisangani. Mais le gouvernement [Congolais] a décidé tout seul que ce serait à Kisangani...et peut-être qu'un jour ils diront sur la planète Mars ». ”²⁵

Ces tergiversations cadrent avec le schéma utilisé depuis longtemps par les FDLR consistant à promettre de désarmer alors qu'en réalité, elles se regroupent: en se réorganisant militairement, en se renforçant financièrement, et en planifiant comment contrer les attaques et éviter une défaite militaire. Par exemple, une semaine après la défaite des rebelles M23 fin 2013, les FDLR ont publié un communiqué de presse qui demandait au Congo et aux forces des Nations Unies de ne pas mener des opérations militaires contre elles, mais plutôt de les aider à essayer d'obtenir des négociations politiques pour être reconnues comme un groupe politique au Rwanda.²⁶ Peu de temps après avoir fait cette requête, les FDLR se sont mis à consolider des alliances militaires avec les Maï-Maï Lafontaine à Lubero, au Nord-Kivu.²⁷ A l'heure actuelle, certains membres de la société civile locale signalent que les alliances militaires semblent s'être élargies au cours des deux dernières semaines pour contrer les attaques du groupe rival armé les Maï-Maï Sheka.²⁸ En juin 2014, le Groupe d'Experts des Nations Unies a documenté que les rebelles des FDLR continuent de recruter des soldats de rang, de troquer illégalement et faire la contrebande de l'or et de charbon de bois, d'acheter des armes et des munitions, et disposent d'un nombre considérable de planques d'armes, tout cela alors qu'elles prétendent se désarmer.²⁹

La société civile à l'est du Congo est également sceptique que le groupe se rende sans pression additionnelle. Reflétant le point de vue partagé par beaucoup des personnes interviewées par Enough Project à Masisi et Rutshuru, un dirigeant de la communauté Hutu Congolaise a déclaré, « comme d'habitude, leur offre de démobilisation ne servira qu'à leur permettre de gagner du temps ». ³⁰ De nombreuses personnes interviewées ont déclaré que les FDLR n'ont jamais donné suite à leurs promesses de désarmement dans le passé,³¹ et la société civile du Nord-Kivu a récemment fait appel au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour que des attaques militaires soient lancées contre les FDLR.³² Ce raisonnement est complexe, mais il l'est d'autant plus en grande partie à l'issue de leurs expériences personnelles d'avoir survécu 20 ans d'atrocités que les FDLR ont commises à l'est du Congo.

Collaboration avec des officiers de l'armée Congolaise. La relation entre les FDLR et le gouvernement du Congo est complexe. Le Congo a parfois agi militairement contre le groupe, mais certains officiers de l'armée Congolaise ont et continuent de collaborer avec le groupe par profit économique et militaire. Les FDLR ont parfois formé un mur de protection contre les groupes soutenus par le Rwanda, tels que le M23.

Les FDLR continuent de troquer et d'échanger des renseignements avec des officiers de l'armée Congolaise, ce qui est le reflet d'une longue histoire de collaboration entre les deux groupes tel que documentée par enquêtes répétées du Groupe d'Experts des Nations Unies et Les médias.³³ En Juin 2014, le Groupe d'Experts des Nations Unies a fait remarquer que : « Les soldats des FARDC³⁴ continuent de vendre ou de troquer leur armement aux FDLR, y compris des munitions, des armes et/ou des uniformes ». ³⁵ Au cour des 15 dernières années, des centaines de combattants des FDLR ont intégré

7 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

l'armée du Congo à travers des processus de « brassage », « mixage » et intégration. De plus, de nombreux combattants des FDLR sont parvenus à obtenir des papiers d'identité Congolais durant l'inscription des électeurs en 2005 et ont pu ensuite intégrer l'armée à travers des campagnes de recrutement. En 2014, des ex-combattants des FDLR avec qui Enough Project avait discuté, ont confirmé le soutien récent de l'armée Congolaise, bien qu'ils aient avoué qu'ils auraient aimé qu'il soit plus important. Comme l'un des déserteurs des FDLR l'a déclaré à Enough : « Nous avons aidé les FARDC à vaincre le M23 [en 2013] avec ses alliés. Seuls les ex-combattants du CNDP qui suivent un agenda rwandais visant à exterminer les Hutus se retournaient contre nous. »³⁶ Un autre ancien combattant a ajouté : « Malheureusement, Joseph Kabila nous a laissé tombé. Cependant certains des officiers des FARDC sont toujours reconnaissants du soutien primordial que nous avons fourni pour prévenir la scission du pays ... en 1998. »³⁷ Des gardes-parc du Parc National des Virunga ont aussi été témoins de cette collaboration. Comme l'un des rangers l'a déclaré à Enough Project : « Oui, nous sommes quotidiennement témoins de cette collaboration. Les FDLR et les FARDC collaborent avec des commerçants locaux, et toutes deux s'enrichissent du trafic de charbon de bois entre Virunga et Goma. »³⁸

L'appui de l'armée Congolaise est capital pour permettre aux FDLR de conserver leurs moyens de renseignements et approvisionnement en armes et munitions. Un officier de la Brigade d'intervention des Nations Unies a déclaré à Enough Project : « Les FDLR possèdent une artillerie de qualité, comprenant des fusils, AK-47, RPG, mortiers et mitrailleuses, »³⁹ et un expert de l'armée occidentale a constaté que : « Les FDLR forment une force de combat plus efficace que les FARDC. »⁴⁰ Il sera impossible de mettre terme aux FDLR à moins que le gouvernement Congolais réduise son soutien au FDLR de manière beaucoup plus significative.

Mobilisation politique. Pendant ce temps, les FDLR gagnent un nouvel élan pour leur agenda politique au Rwanda en tissant des alliances avec les partis politiques rwandais et les gouvernements de la région qui sont de plus en plus frustrés par le gouvernement actuel à Kigali. Les FDLR font l'objet de sanctions des Nations Unies et des Etats-Unis et sont confrontées à une éventuelle action militaire alors qu'elles sont affaiblies. Cependant, le groupe est en train de mobiliser le soutien de partis politiques et de gouvernements étrangers – une stratégie classiquement utilisée par les groupes d'insurgés en position de faiblesse.⁴¹ Un groupe issu des dirigeants de la structure du pouvoir Rwandais de l'époque pré-Kagame, les FDLR ont depuis longtemps comme intérêt sous-jacent de prendre ou de partager le pouvoir au sein du gouvernement rwandais.⁴² L'insatisfaction envers le gouvernement rwandais s'accroît en raison des restrictions croissantes imposées sur les libertés civiles et politiques et aux assassinats et tentatives d'assassinat d'officiers militaires Rwandais dissidents en dehors du Rwanda que certains affirment avoir été commis par le Rwanda.⁴³ Les FDLR tentent de s'allier avec certains rwandais privés de leurs droits en créant des alliances politiques avec des groupes politiques de la diaspora, dans le but de fonder la légitimité de leur candidature politique. Un officier des FDLR a déclaré à Enough que le soutien récent d'autres groupes politiques de l'opposition a remonté le moral au sein des FDLR : « Partager un front commun avec d'autres partis [rwandais de l'opposition] est la façon dont la communauté internationale nous prendra au sérieux. Nous nous réjouissons que l'alliance avec d'autres partis soit aujourd'hui une affaire réglée. »⁴⁴ Les négociations de juin 2014 à Rome au travers du groupe indépendant catholique Sant'Egidio faisaient probablement aussi parti de ce schéma de réorganisation face à la menace. Un rapport récemment publié par les journalistes Dominic Johnson et Simone Schindwein souligne : « L'historique des tentatives de négociation avec les dirigeants du FDLR montre que : les FDLR prétendent toujours vouloir négocier lorsqu'elles sont mises sous pression militaire. »⁴⁵

8 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

Moral. Les témoignages de commandants et de combattants des FDLR suggèrent que le moral au sein des FDLR est relativement haut, bien qu'il s'estompe quelque peu. Depuis plusieurs mois, les officiers des FDLR ont révélé être confiants que l'Afrique du Sud et la Tanzanie, pays principaux contributeurs aux troupes de la Brigade d'intervention, s'opposeraient à une action militaire contre elles. Un officier des FDLR a déclaré à Enough Project: « La Brigade d'intervention équivaut à l'Afrique du Sud et à la Tanzanie. Nous sommes convaincus que ces Etats comprennent mieux nos griefs et nos revendications. Nous savons qu'ils feront le bon choix.»⁴⁶ Un autre officier a ajouté : « La SADC [Communauté de développement de l'Afrique australe]⁴⁷ connaît la crise de la RDC sous toutes les coutures...elle sait que les FDLR sont une fausse excuse [du Rwanda] pour continuer d'envahir la RDC, alors qu'il profite de ses minerais par tous les moyens. »⁴⁸

Cependant, le moral des FDLR commence quelque peu à s'estomper suite aux messages internationaux et régionaux plus sévères. Suite à plusieurs messages forts du genre : « Désarmez-vous rapidement ou vous serez confrontés à une intervention militaire », émanant du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les ministres de défense de la CIRGL, et un comité régional d'ambassadeurs qui ont rendu visite aux dirigeants des FDLR en août, plusieurs officiers FDLR ont fait part d'une baisse de leurs attentes. Un officier de haut rang des FDLR a déclaré à Enough Project fin août : « Je réalise que [la SADC] ne peut rien faire seule sans l'accord et l'appui de la communauté internationale... le représentant de la SADC [avec qui nous avons discuté] ne semble pas optimiste à l'idée que la communauté internationale soit d'accord avec notre agenda de négocier directement avec Kagame. »⁴⁹ D'autres commandants des FDLR expriment désormais de plus en plus de doutes qu'ils parviendront à obtenir le soutien complet, tant de l'Afrique du Sud que de la Tanzanie, et qu'ils seront en mesure d'obtenir des négociations directes avec le Président du Rwanda, Paul Kagame.⁵⁰

Une approche globale : cinq étapes majeures non-militaires et une pression additionnelle

Une solution militaire seule ne mettra pas fin à la rébellion des FDLR ; la solution doit être globale et inclure différentes étapes non-militaires au-delà de celles actuellement en place. Ces étapes devront être couplées d'opérations militaires ciblées contre les hauts commandants des FDLR. Faute d'une pression supplémentaire ne complétant ces étapes non-militaires, les FDLR continueront de se regrouper, attaquer des civiles au Congo, justifier la création de nouveaux groupes armés Congolais, et de préparer des attaques contre le Rwanda. Cependant, si les opérations militaires sont menées suivant des stratégies militaires conventionnelles similaires à celles employées dans le passé, et sans que de nouveaux plans concrets assurant la protection des civiles soient mis en place, elles feront plus de mal que de bien. Alors que la volonté politique pour des opérations militaires est toujours en train de se forger, et des plans de protection civile sont en cours de développement, les responsables politiques peuvent et doivent passer immédiatement à l'action pour prendre des mesures dans quatre domaines non-militaires. Ces approches viseraient à empêcher aux FDLR d'accéder à des revenus financiers, aider à accroître les défections au sein de la rébellion, améliorer les conditions humanitaires des rendus et des réfugiés, et assurer la mise en œuvre de mécanismes de responsabilité criminelle. Un travail plus ciblé dans ces domaines mettrait une pression plus importante sur les hauts-dirigeants des FDLR. Aussi, ces stratégies provoqueraient des séparations entre les officiers haut-gradés et ceux des rangs intermédiaires, rendraient le recrutement des soldats de rang par le FDLR plus difficile, et dans l'ensemble, affaibliraient la rébellion.

9 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

L'économie : interdire les axes lucratifs de trafic de charbon de bois et sanctionner les trafiquants d'or de conflits

Tout au long des années 2000, les FDLR étaient mêlées à des opérations à grande échelle de trafic de minerais qui rapportaient des centaines de millions de dollars de revenus.⁵¹ Alors que ces activités ont diminué considérablement grâce aux opérations militaires qui les visaient et à la législation de Dodd-Frank sur les minerais de conflits⁵² de 2010, les FDLR continuent jusqu'à aujourd'hui de générer des revenus, principalement de l'or et du charbon de bois issus de l'intérieur et des alentours du Parc National des Virunga. D'après les Nations Unies, l'or est troqué à Butembo, puis part en Ouganda à travers le poste frontalier [de] Kasindi.⁵³ Les FDLR se servent de l'or, ou des profits dont elles en tirent et d'autres marchandises, pour les troquer contre des armes et des munitions avec l'armée Congolaise, payant en liquide ou directement en or.⁵⁴ Un rapport des renseignements des Nations Unies fuité à la fin du mois d'août, indique que : « Les équipes des FDLR qui font de l'argent collaborent avec des officiers de la hiérarchie militaire du 85^e secteur des FARDC pour s'approvisionner en armes et en munitions. »⁵⁵

Ce revenu n'est peut-être pas aussi élevé qu'il l'était auparavant, mais il équivaut tout de même à quelques millions de dollars Américains d'après ce rapport des renseignements des Nations Unies.⁵⁶ C'est un revenu suffisant pour maintenir le groupe, en plus de l'agriculture, des pillages, la taxation illégale des réfugiés, la pêche illicite, le braconnage, et la gestion d'autres petites affaires.⁵⁷

Le rapport du Groupe d'Expert des Nations Unies de 2013 a documenté que : « Plusieurs ex-combattants ont déclaré [] que les FDLR subsistent au Nord-Kivu en pillant, en exploitant des mines d'or, en imposant des taxes illégales, ainsi qu'en pratiquant de l'agriculture et en produisant du charbon de bois... Au Sud-Kivu, des anciens combattants ont informé le Groupe que les FDLR exploitent l'or à Birara et récoltent une taxe sur les mines de Miki et Kitopo. »⁵⁸ Selon des rapports plus récents, l'unité des FDLR chargée spécifiquement de la collecte des revenus, et ceux de l'or en particulier, est surnommée « Miroir » et est basée à Kasugho, au Sud Lubero, au Nord-Kivu non loin des Virunga. Parallèlement, une seconde unité contrôle la production de charbon de bois dans le Parc des Virunga, elle coupe les arbres, brûle le bois pour faire le charbon qu'elle troque, et partage les profits avec les officiers de l'armée Congolaise et les groupes Mai-Mai.⁵⁹ D'après le rapport des Nations Unies : « Environ 92% du charbon de bois utilisé au Nord-Kivu provient du bois du Parc National des Virunga fourni par les FDLR »⁶⁰. Les entretiens conduits sur le terrain par Enough Project confirment ces conclusions, des officiers du FDLR ayant admis conduire de petites affaires de commerce d'or et de charbon de bois, et des responsables des Nations Unies basés localement ayant confirmé la même chose.⁶¹ Les personnes interviewées ont déclaré que les FDLR sont mêlées au trafic d'or à Luofu et de tantalum autour de Mpati.⁶² Comme un responsable des Nations Unies a déclaré à Enough Project : « Les FDLR sont parfaitement installées ici. Elles gèrent des commerces. »⁶³ Le groupe continuerait également de recevoir de l'aide de la diaspora, localisée principalement en Europe, bien qu'il ne soit pas clair combien de revenus elle leur rapporte exactement.⁶⁴

Trois stratégies permettraient de couper les sources de financement que les FDLR conservent. Premièrement, la MONUSCO devrait régulièrement conduire des patrouilles conjointes dans le Parc National des Virunga, en collaboration étroite avec les gardes-parc de l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), afin de limiter le trafic de charbon de bois et de bois de construction sans nuire aux efforts de conservation. Cela fait plusieurs années que l'ICCN tente de le faire avec un

certain succès,⁶⁵ mais il n'a ni les moyens, le matériel adéquat, ni le personnel pour conduire le nombre de patrouilles nécessaires tout seul. Les efforts entrepris dans le passé pour réduire la production et le trafic illégal de charbon de bois ont eu leur part de succès et devraient être consolidés. Comme l'ICCN a remarqué en 2008, « Le flux de charbon de bois sortant du parc et traversant au Rwanda a diminué avec l'application de mesures prises du côté Rwandais. »⁶⁶ Deuxièmement, le Conseil de Sécurité des Nations Unies devrait appliquer des sanctions aux commerçants d'or basés à Butembo, Bukavu et en Ouganda, qui font des affaires avec l'or trafiqué par les FDLR, et les Envoyés spéciaux, Djinnit et Feingold devraient faire pression sur les gouvernements Congolais et Ougandais pour suspendre les licences de ces commerçants. Agir contre ces commerçants permettrait de couper l'accès des FDLR au marché de l'or, ce qui rendrait beaucoup plus difficile aux FDLR de perpétuer ce trafic. Troisièmement, la Belgique et l'Union Européenne devraient appliquer des sanctions et inculper les membres de la diaspora qui appuient les FDLR financièrement.⁶⁷ Les appareils judiciaires dont la compétence s'exerce sur de telles personnalités de la diaspora devraient mettre ces personnes en examen pour avoir été directement impliquées ou pour avoir contribué et avoir été complice de crimes de guerre, de pillage, et d'autres crimes économiques sérieux tels que le blanchiment d'argent.

Encourager et protéger les combattants qui se rendent: proposer aux officiers des FDLR qui ne sont pas inculpés de crimes à se réinstaller dans un pays tiers, et renforcer la protection des ex-combattants qui rentrent au Rwanda. Alors qu'il soit avéré que certains des dirigeants des FDLR doivent être jugés pour crimes graves, il serait aussi essentiel d'offrir des mesures d'incitation et/ou des garanties aux combattants des FDLR qui se sont désarmés et ne sont pas inculpés. Nombreux combattants des FDLR disent redouter d'être arrêtés ou tués s'ils rentrent au Rwanda. Comme l'un des combattants des FDLR l'a exprimé : « Nous avons le choix entre combattre [ou] rentrer au Rwanda où, comme beaucoup le pensent, une arrestation certaine nous attend ». ⁶⁸ Certaines de ces peurs sont justifiables. Par exemple, en 2005, malgré un accord qui semblait avoir été conclu avec Kigali pour être amnistié et ensuite servir comme officier au sein de l'armée du Rwanda, un ancien commandant des FDLR, Amani Amahoro, a été jugé à la cour de Gacaca puis emprisonné au Rwanda.⁶⁹ Selon les journalistes Johnson et Schindwein : « Pour les FDLR, le cas Amohoro est devenu une preuve que rentrer chez soi peu mal finir et que les promesses de Kigali ne sont pas fiables » ⁷⁰ Comme l'a déclaré un officier des FDLR à Enough : « Nous avons besoin de garanties que les combattants qui rentrent au Rwanda ne seront pas emprisonnés ou tués arbitrairement, d'autant que le Rwanda considère chaque dissident suspect de génocide ». ⁷¹ Le Rwanda a une politique qui consiste à réintégrer au Rwanda les anciens combattants des FDLR qui ne sont pas inculpés de crimes de génocide. Néanmoins, en considérant combien les FDLR se méfient de cette politique, il serait utile de l'actualiser en y ajoutant des garanties internationales pour inciter la défection des FDLR.

Deux voies politiques permettraient d'adresser ces peurs et diviseraient davantage les dirigeants des FDLR. Premièrement, offrir la possibilité de réinstallation dans un pays tiers en dehors de la région donnerait une autre option au futur des officiers des FDLR – l'opportunité de vivre en sécurité en tant que civile dans un autre pays. Au cours des deux derniers mois, la SADC a fait appel à la communauté internationale et aux Nations Unies pour qu'ils élaborent des offres pour la réinstallation des combattants des FDLR. Des diplomates occidentaux ont informé Enough Project fin Août 2014 que les négociations internationales sont en cours à ce titre, mais qu'aucun accord concret n'a encore été conclu.⁷² Cependant, cela ne pourrait fonctionner que si les FDLR étaient sous pression militaire, étant donné que les officiers des FDLR ont très peu d'intérêt à quitter le Congo dans les conditions présentes. Un officier des FDLR de rang intermédiaire a déclaré à Enough : « Cette offre d'asile dans un pays tiers, c'est de la déportation, et

11 [The Enough Project • www.enoughproject.org](http://www.enoughproject.org)

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

nous nous y opposons...Aucun officier des FDLR ne cèdera à cette déportation. Nous voulons tous rentrer chez nous, un point c'est tout ».73

Deuxièmement, Djinnit, Feingold, et d'autres pourraient collaborer avec le Rwanda pour concevoir un plan amélioré qui comporterait pour les combattants des FDLR n'étant pas inculpés, des garanties de ne pas être arrêtés ou tués s'ils rentraient au Rwanda. De telles mesures sont actuellement en place au Rwanda, mais dû aux incidents qui auraient eu lieu dans le passé, tels que dans le cas d'Amani Amahoro, les combattants des FDLR ne s'y fient pas. Pour remédier à ce problème, les envoyés avec l'accord du Rwanda, pourraient faire en sorte que des observateurs internationaux appuient les garanties de sécurité et communiquent les accords à travers une déclaration commune. Une autre option pourrait être que les combattants des FDLR qui rentrent et ne sont pas inculpés, reçoivent la protection du personnel des Nations Unies ou d'équipes du Mécanisme élargi conjoint de vérification de la CIRGL qui contrôle la frontière entre le Congo et le Rwanda.

Les réfugiés et les défections : mettre en place des camps de réfugiés des Nations Unies et augmenter les campagnes pour encourager la défection. Les réfugiés marginalisés et les personnes déplacées à l'intérieur du Congo, essentiellement hutus rwandais et congolais, continuent de former une réserve de recrutement pour les FDLR. Si les décideurs ne prennent pas compte de cette source importante de soutien à la rébellion, les FDLR continueront d'avoir des soldats d'infanterie motivés et compétents à portée de main. Comme une investigation plus globale l'a démontré, retirer aux groupes rebelles leurs réserves de recrutement est un procédé indispensable pour parvenir à mettre terme à tous les groupes rebelles du monde.⁷⁴ Les FDLR « contrôlent la sécurité des camps de déplacés internes dans plusieurs zones », selon un chercheur de la région.⁷⁵ Depuis que les camps de réfugiés hutu rwandais ont été démantelés par l'armée rwandaise et des rebelles appuyés par le Rwanda en 1996, les Nations Unies n'organisent plus de camps de réfugiés dans les Kivus. Depuis, les réfugiés hutus ont été intégrés dans les communautés locales ou les camps de déplacés internes, et les réfugiés forment la majorité des populations de ces camps en Masisi et Rutshuru, avec 185 000 personnes au total.⁷⁶ Comme l'a déclaré à Enough un représentant de la Commission nationale pour les réfugiés au Congo : « Aucun visiteur externe ne peut s'aventurer dans les camps sans avoir préalablement obtenu l'approbation des dirigeants des combattants des FDLR. »⁷⁷ Bien qu'ils soient des réfugiés internationaux, la vaste majorité des hutus rwandais sont traités comme des déplacés internes et ne sont pas sur les fichiers du HCR, en contradiction avec la politique globale de l'aide aux réfugiés du HCR. Ces deux poids, deux mesures, en combinaison avec les conditions précaires des camps actuels, mènent beaucoup de réfugiés à se sentir abandonnés par la communauté internationale. Les interviews réalisées dans les camps par Enough Project ont révélé que de nombreux réfugiés hutus se tournent donc vers les FDLR pour avoir leur soutien. Comme Janvier, un ancien réfugié recruté par le FDLR, a déclaré à Enough : « Face à l'abandon des réfugiés hutus par la communauté internationale [les FDLR/] les FOCA sont les seuls remparts qui ne se soient pas ébranlés. Et nous savons qu'il n'est pas rêver de croire qu'ils nous ramèneront chez nous ».78

Afin d'empêcher la prolongation du recrutement de réfugiés par les FDLR, de répondre aux plaintes d'abandon international des réfugiés et d'améliorer les conditions précaires dans lesquelles ils vivent, les Nations Unies devraient établir des camps pour les réfugiés étrangers. Ces camps accueilleraient non seulement les hutus rwandais mais aussi d'autres réfugiés, et ils pourraient être établis en dehors des Kivus, où les FDLR recrutent. Les camps devraient permettre aux réfugiés et à ceux dans les communautés locales avoisinantes d'avoir accès à un abris adéquat, un système sanitaire, de la nourriture, des services

médicaux et des centres de loisirs pour les enfants. La sécurité des camps est primordiale, et l'entrée devrait y être interdite aux dirigeants des FDLR inculpés de crimes graves. Les casques bleus de la MONUSCO et les unités de sécurité des DDR/RR des Nations Unies et du HCR pourraient sécuriser et surveiller les camps pour empêcher aux combattants armés de rentrer, de maltraiter et recruter des réfugiés, de se cacher, et de dissimuler des armes. L'armée congolaise ne devrait pas assurer la sécurité des camps en raison de ses liens avec les FDLR. Alors que les propositions pour de tels camps faites antérieurement n'ont pas progressé, les relancer pourrait contribuer à réduire la réserve de recrutement des FDLR. Ces mesures devraient être doublées d'une augmentation des campagnes des Nations Unies pour encourager la défection.

Augmenter les défections : les leçons de la Mission contre le LRA

Le travail de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine (FRI/UA) pour l'élimination de la LRA et des conseillers militaires des Etats-Unis à la mission a été nettement efficace à augmenter les défections du groupe de rebelle de la LRA au cours des trois dernières années. Ci-dessous, cinq leçons tirées de la mission par le chercheur sur le terrain de Enough Project, expert sur la LRA et la RCA, Kasper Agger, qui devraient être exploitées par les équipes de la MONUSCO et de la DDR/RR des Nations Unies pour répondre à la question des FDLR :

1. **Faire le lien avec les renseignements.** Les messages pour encourager la défection doivent être imprégnés de renseignements afin de s'assurer qu'ils atteignent vraiment les groupes armés.
2. **Largage de tracts, hélicoptère et messages radio.** Les messages pour encourager la défection peuvent être transmis par le biais de tracts lâchés du ciel, de haut-parleurs montés sur hélicoptères et de diffusion de messages radio. Les conseillers des Etats-Unis et Invisible Children ont mis en place différentes stations de radio à haute-fréquence et produisent également des programmes sur le système radio de basse fréquence.
3. **Messages personnalisés.** Les messages pour encourager la défection qui ont obtenu les meilleurs résultats sont ceux qui ont été personnalisés pour des membres particuliers et des groupes spécifiques. Des personnes ayant récemment fait défection ou des membres des familles des rebelles ont transcrit des messages, y comprenant des photos ou des tracts, qui décrivent leurs vies, l'évolution de la situation en Ouganda et les opportunités d'éducation. Ces messages sont ensuite transférés vers les groupes de la LRA. De nombreux défecteurs de la LRA ont expliqué qu'ils ont quitté le groupe après avoir entendu leurs amis ou leur famille à la radio. L'essentiel est de provoquer un désir de rentrer chez soi, pour qu'une personne finisse par décider de s'échapper.
4. **Joindre une pression militaire.** Créer des opportunités d'évasion est l'autre facteur essentiel. Ces opportunités arrivent souvent en conjonction avec une pression militaire, qui maintient les groupes rebelles en fuite constante et rend plus difficile aux commandants de surveiller constamment ceux qui les entourent.
5. **Des environnements sûrs où se rendre (Safe Reporting Sites).** Les conseillers des Etats-Unis ont aidé la création d'environnements sûrs (Safe Reporting Sites) où les communautés locales ont été sensibilisées pour préparer l'accueil des défecteurs de la LRA et empêcher qu'ils soient lynchés par vengeance, ce qui est arrivé plusieurs fois. Les sites en question sont de petits villages qui bénéficient d'un déploiement militaire local et sont indiqués sur les tracts lâchés au-dessus des zones d'activité de la LRA. Les défecteurs peuvent ainsi marcher jusqu'à ces sites et se rendre sans violence.

La responsabilisation: Inculper les hauts gradés responsables de crimes d'atrocité. Les FDLR ont commis un grand nombre de crimes d'atrocité à l'est du Congo au cours des vingt dernières années, cependant justice n'a largement pas été rendue aux victimes. Les inculpations des dirigeants des FDLR par la Cour Pénale Internationale (CPI) et d'autres cours auraient de par le passé aidé à faire pression sur le groupe.⁷⁹ Compte-tenu de la juridiction limitée du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), ses inculpations ne visaient que les responsables de crimes commis pendant le génocide rwandais de 1994, et non les crimes commis sur le sol congolais postérieurement au génocide. L'unique affaire que la CPI ait en cours sur les FDLR implique des charges contre le commandant actuel des FDLR, Sylvestre Mudacumura, pour des crimes commis dans les Kivus.⁸⁰ Des entretiens sur le terrain au Congo révèlent que le fait qu'au sein des FDLR, les combattants ne sachent pas assurément qui sont les principaux suspects, a aidé les dirigeants extrémistes du groupe à prendre l'emprise d'autres combattants.⁸¹ Cette incertitude a entravé le rapatriement de combattants qui n'ont pas été impliqués dans le génocide.⁸² Si les enquêteurs nationaux et internationaux et les procureurs pouvaient identifier les responsables décisifs et les différencier de ceux qui n'auraient pas été impliqués, cela désunirait les dirigeants des FDLR, encouragerait les défections, et marquerait une étape importante dans le combat pour mettre fin à l'impunité et rendre justice aux victimes de crimes d'atrocité. Des enquêtes plus sophistiquées sur les crimes d'atrocités au Congo, peu importe le lien avec les responsables, sont indispensables pour retirer les criminels hauts gradés du théâtre des opérations, offrir aux victimes des mesures de droit au dédommagement et à la vérité, et développer une jurisprudence internationale.

Premièrement, Djinnit, Feingold, Kobler, dos Santos, et Vervaeke devraient faire pression sur le gouvernement congolais pour enquêter, inculper et traduire en justice les officiers militaires soupçonnés de collaborer avec les FDLR. Ces enquêtes entrent exclusivement dans la juridiction du système judiciaire militaire, qui devrait garder son indépendance face à l'influence du pouvoir exécutif lorsqu'il poursuit les affaires. Dans le cas où les poursuites n'aient pas lieu, une option alternative serait de suspendre les officiers militaires prouvés coupables d'avoir collaboré avec les FDLR. En ce sens, la MONUSCO devrait porter soutien au système militaire, en mettant ses compétences à disposition, et aidant à assurer que la protection des témoins soit fournie et que la souveraineté juridique soit préservée. Les officiers de l'armée congolaise continuent d'échanger des renseignements et de troquer des armes avec les FDLR, d'après aussi bien les Experts des Nations Unies que des officiers des FDLR eux-mêmes.⁸³ Malgré le fait que des preuves aient été récoltées à ce sujet durant plusieurs années, aucun officier de l'armée congolaise n'a jamais été traduit en justice ou suspendu pour collaboration avec les FDLR. Il est critique que l'impunité d'une telle collaboration soit levée pour que les FARDC soient responsabilisées, et couper ce soutien est vital pour faire pression sur le groupe. Le gouvernement congolais a déjà traduit en justice ou suspendu certains de ses officiers pour des crimes diverses, y compris pour violence sexuelle et le pillage de biens personnels, et donc prendre des mesures contre les officiers de l'armée qui collaborent avec les rebelles serait une initiative qui rentrerait dans la même logique. Les dirigeants congolais n'ont pas encore montré d'intérêt dans ce domaine, mais une pression supplémentaire des envoyés pourrait aider à leur faire changer d'avis. De plus, le système juridique congolais actuel manquant sévèrement d'indépendance et de moyens, les envoyés devraient continuer de faire pression pour que le Congo établisse des chambres spécialisées mixtes pour traduire en justice les dirigeants des FDLR et d'autres responsables de crimes d'atrocité.

Deuxièmement, les envoyés et le Président dos Santos devraient solliciter le gouvernement congolais à coopérer avec la CPI pour l'arrestation de Mudacumura. Les autorités congolaises et de la MONUSCO

devraient s'efforcer de préserver et de fournir les preuves en relation à cette affaire, en particulier concernant le pillage de minerais et les atrocités qui y sont liées. Le gouvernement congolais, avec le soutien de la MONUSCO, devrait assurer une protection nationale adéquate aux témoins et aux victimes qui coopèrent avec la cour.

Le gouvernement rwandais a porté de vastes accusations contre les dirigeants des FDLR pour crimes d'atrocité⁸⁴ sans diffuser pour autant d'inculpations publiques. Des inculpations publiques transparentes doivent être basées sur des enquêtes indépendantes approfondies, plutôt que sur une simple liste de noms, afin de respecter les droits de procès, de prévenir des attaques de représailles, et d'assurer que les bonnes personnes soient nommées. En 2005, le Rwanda aurait eu une liste privée de génocidaires soupçonnés qui n'a jamais été diffusée publiquement.⁸⁵ La création de simples listes de personnes accusées, sans enquête approfondie ou charges transparentes, viole les normes des procédures internationales, et manque aux principes fondamentaux d'un système juridique efficace, encourageant à la place la justice de prudence, les accusations non-fondées, et les rumeurs. Les enquêtes devraient être suivies par des enquêteurs indépendants désignés par le système de la cour judiciaire ou militaire et avec l'aide des unités de justice de la MONUSCO et des cellules d'appui aux poursuites judiciaires. Les enquêtes ne devraient pas avancer sans disposer de moyens adéquats pour protéger les témoins et porter soutien aux victimes, avec des mesures particulières pour les témoins et les victimes témoignant de crimes de violence sexuelle.⁸⁶ Des démarches ont été entamées sur ce front, mais elles doivent être accélérées considérablement par les ministères de la justice rwandais et congolais. Au milieu du mois d'août, des ministres de la défense de la région ont conduit une « cellule conjointe de fusion des renseignements » composées de responsables régionaux « pour identifier les dirigeants des forces du mal et leurs associés qui devraient être sanctionnés et/ou mis sur liste noire et éventuellement arrêtés ».⁸⁷ Il est utile que les dirigeants de la région commencent à adresser ce problème. Cependant, la CPI doit être fortement encouragée à enquêter davantage sur les crimes d'atrocité liés aux FDLR et à inculper ceux soupçonnés d'être responsables des crimes les plus graves fondés sur les preuves trouvées.

Troisièmement, les envoyés devraient insister auprès du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour qu'ils enquêtent et considèrent imposer des sanctions contre les dirigeants des communautés congolaises, les politiciens, et les commandants de l'armée qui ont distribué des armes aux membres de leurs groupes ethniques, comprenant les groupes armés alliés aux FDLR tels que le Nyatura et les groupes qui en ont émergé, en particulier en Masisi au Nord-Kivu. Il est fort probable que la distribution d'armes aux alliés ethniques se poursuive et s'accélère à l'approche des élections. La MONUSCO devrait conduire des fouilles à la recherche d'artillerie et de planques d'armes en Masisi et Rutshuru, étant donné que les FDLR chercheront probablement à mettre la main sur les armes qui y seraient cachées dans les camps de déplacés internes, ainsi que dans les communautés hutus congolaises et dans les planques d'armes à proximité.

Conclusion

Pour espérer un jour mettre fin au conflit à l'est du Congo, les FDLR doivent être la cible de mesures politiques concrètes, fermes et globales. De telles mesures sont particulièrement importantes pour qu'il n'y existe plus aucune raison ou excuse pour justifier l'interférence rwandaise au Congo et pour que les menaces pesant sur les communautés congolaises soient réduites. Pendant que les acteurs régionaux et les parties prenantes de la communauté internationale ont tardé de prendre des mesures pour les contrecarrer, les FDLR se sont réorganisées et ont recruté des troupes et des alliés. Les FDLR peuvent être vaincues par une pression militaire concertée et ciblée, mais aussi à travers une série de mesures non-militaires qui ont pour objectifs de réduire les finances du groupe, isoler ses dirigeants des autres membres du groupe, faire justice pour les crimes sérieux commis, et les couper de leurs réserves de recrutement. Les FDLR ont survécus pendant 20 ans, et il ne sera pas facile d'y remédier, cependant la communauté internationale détient aussi de nouveaux outils qu'elle peut et doit déployer en ce sens – avec la Brigade d'intervention des Nations Unies, le nouveau régime de sanctions des Etats-Unis, et les envoyés de haut niveau des États-Unis et des Nations Unies. Si prise immédiatement, une action ciblée et collective, peut porter fruit à des résultats durables.

Notes de fin

¹ This report refers to the FDLR/FOCA, the Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR, Democratic Forces for the Liberation of Rwanda) / Force Combattante Abacunguzi (FOCA, Combatant Force for the Liberation of Rwanda), which currently represents the main armed wing of the rebellion. There also two other FDLR splinter groups, the FDLR/RUD (Rally for Unity and Democracy) and FDLR/Soki.

² The groups that have said the FDLR is the purpose behind their struggle have included Maï-Maï Sheka, Raïa Mutumboki factions, Maï-Maï Kifuafua and Maï-Maï FDC (Force de Défense du Congo).

³ Interview d'Enough avec un fonctionnaire du Parc National des Virunga, Goma, 21 October 2014; News of Rwanda, "Rwanda: FDLR Generating U.S. \$71 Million From Businesses With Wives of DRC Officers," August 28, 2014, available at <http://allafrica.com/stories/201408290133.html>.

⁴ U.N. Security Council, "Midterm report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 5 of Security council resolution 2136 (2014)," S/2014/428, June 25, 2014, available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2014/428; Enough interview with Virunga park ranger, Goma, October 21, 2014.

⁵ A recent FDLR letter to the international community expresses its political interests and grievances. Letter from Victor Byiringiro, Acting President, Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) to U.N. and African Union leaders, Congolese and regional heads of state, and representatives of regional economic blocs, October 16, 2014, on file with the Enough Project.

⁶ Republic of Congo President Denis Sassou Nguesso hosted regional leaders twice at his home town of Oyo for negotiations on regional issues in 2012 and 2013.

⁷ These charges include the crimes of murder, mutilation, cruel treatment, torture, outrage upon personal dignity, attack against the civilian population, pillaging, rape, and destruction of property. See International Criminal Court, "Case Information Sheet: Situation in Democratic Republic of the Congo: The Prosecutor v. Sylvestre Mudacumura, Case n° ICC-01/04-01/12," July 3, 2014, available at <http://www.icc-cpi.int/iccdocs/PIDS/publications/MudacumuraEng.pdf>; International Criminal Court, "FACTSHEET Situation in the Democratic Republic of the Congo Sylvestre Mudacumura," May 14, 2012, available at <http://www.icc-cpi.int/NR/rdonlyres/ECE74EE3-6791-425F-9EBF-D839021508D9/0/FactsheetSM14052012Eng.pdf>.

⁸ Security Council Committee established pursuant to resolution 1533 (2004) concerning the Democratic Republic of the Congo, "List of Individuals and Entities Subject to the Measures Imposed by Paragraphs 13 and 15 of Security Council Resolution 1596 (2005), As Renewed by Paragraph 4 of Resolution 2136 (2014)," p. 53, last updated June 30 2014, available at http://www.un.org/sc/committees/1533/pdf/1533_list.pdf (last accessed November 2014). The FDLR is listed on the U.S. terrorist exclusion list under its previous name, Army for the Liberation of Rwanda (ALIR) and is also listed as Interahamwe (paramilitary group), and ex-FAR (Forces Armées Rwandaises, the national armed forces in Rwanda prior to the 1994 genocide). U.S. Department of State, "Terrorist Exclusion List," December 29, 2004, available at <http://www.state.gov/j/ct/rls/other/des/123086.htm>.

⁹ Human Rights Watch, "You Will Be Punished," December 2009, p. 96 available at <http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/drc1209webwcover2.pdf>. Amnesty International and Human Rights Watch documented a number of FDLR atrocities between 2010 and 2012 that appear in the description of the FDLR on the U.N. sanctions list. In addition to the killing of 96 civilians in Busurungi, the reports describe 60 cases of rape in June 2010 in southern Lubero in attacks by armed groups that included the FDLR; documentation of at least 83 forcibly recruited children; killings, rape, and large-scale abductions in Masisi, numerous attacks in May 2012 in which the FDLR hacked to death dozens of civilians, including children; attacks in South Kivu with victims burned alive, decapitated, or shot, and numerous other specific instances of documented atrocities. For the summary descriptions of these attacks see Security Council Committee established pursuant to resolution 1533 (2004) concerning the Democratic Republic of the Congo, "List of Individuals and Entities Subject to the Measures Imposed by Paragraphs 13 and 15 of Security Council Resolution 1596 (2005), As Renewed by Paragraph 4 of Resolution 2136 (2014)," p. 53.

¹⁰ According to Human Rights Watch, between late January and September of 2009 the FDLR was responsible for at least 701 civilian deaths. Human Rights Watch, "You Will Be Punished," p. 12. According to the U.N. Group of Experts, between December 2011 and November 2012, the FDLR was responsible for at least 282 civilian deaths. U.N. Security Council, "Final report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 4 of Security Council resolution 2021 (2011)," S/2012/843, para. 150, November 15, 2012, available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/843.

¹¹ These leaders are Tharcisse Renzaho, Augustin Ngirabatware, Idelphonse Nizeyimana, Gregoire Ndahimana, Aloys Ntabakuze, Augustin Bizimungu, and Callixte Nzabonimana. An eighth indicted FDLR leader, Protais Mpiranya, is at large. Cases for Renzaho, Ndahimana, Ntabakuze, and Bizimungu are complete. Cases for Ngirabatware, Nizeyimana, and Nzabonimana are being appealed. Records of each case are available at <http://www.unict.org/Cases/tabid/204/Default.aspx> (last accessed November 2014).

¹² See indictment of Sylvestre Mudacumura, International Criminal Court Pre-Trial Chamber II and Office of the Prosecutor, "Situation in the Democratic Republic of the Congo: Public Corrigendum to 'Public redacted version of Prosecution's Application under Article 58' With Explanatory Annex A, May 15, 2012, available at <http://www.icc-cpi.int/iccdocs/doc/doc1398587.pdf>. See also the study funded by the Rwandan Demobilization and Reintegration Commission, Rakiya Omaar, "Leadership of Rwandan Armed Groups Abroad With a Focus on the FDR and RUD/URUNA," pp. 236-281, December 2008, available at

17 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

<http://www.francerwandagenocide.org/documents/LeadershipOfRwandeseArmedGroupsInDRC.pdf>. See also Hans Romkema De Veenhoop, "Opportunities and Constraints for the Disarmament & Repatriation Of Foreign Armed Groups in the Democratic Republic of Congo: The cases of the FDLR, FNL and ADF/NALU," (Washington: Multi-Country Demobilization and Reintegration Program, June 2007), available at http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/MDRPDRCCOFSSStudy_Final_ENGL.pdf.

¹³ The groups that have said the FDLR is the purpose behind their struggle have included Mai-Mai Sheka, Raia Mutumboki factions, Mai-Mai Kifuafua and Mai-Mai FDC (Force de défense du Congo).

¹⁴ Enough interviews with civil society in Muhanga and Bunyantenge, September 27, 2014.

¹⁵ See Kevin J. Kelley, "Kigali alleges 'hidden agenda' to protect FDLR, The East African," November 1 2014, available at <http://www.theeastafrican.co.ke/news/Kigali-alleges--hidden-agenda--to-protect-FDLR--/2558/2507628/-/2lpjqt/-/index.html>.

¹⁶ Peter Cox, "Murder Leads to Tension Between South Africa, Rwanda," Voice of America, March 20, 2014, available at <http://www.voanews.com/content/murder-leads-to-tension-between-south-africa-rwanda/1875360.html>.

¹⁷ The first number comes from Human Rights Watch interviews in 2001. Human Rights Watch, "Rwanda: Observing the Rules of War?" December 2001, available at http://www.hrw.org/reports/2001/rwanda2/Rwanda1201-02.htm#P98_13107. The other estimates come from the U.N. Group of Experts and field interviews in Congo. Rwanda gives much higher estimate. News of Rwanda, "Rwanda: Inside FDLR Policy to Remain Exclusively 'Nordists' Only," October 1, 2014, available at <http://www.newsofrwanda.com/featured1/25001/rwanda-inside-fdlr-policy-to-remain-exclusively-nordists-only/>.

¹⁸ In March 2014, the Democratic Republic of the Congo Affinity Group published a list that compiled 32 two names of FDLR leaders that had been killed, defected, or disappeared since 2009. Social Science Research Council Democratic Republic of Congo Affinity Group, "FDLR: Past, Present, and Policies," March 2014, pp. 6-7, available at https://s3.amazonaws.com/ssrc-cdn1/crmuploads/new_publication_3/%7BCD664AA5-24B4-E311-93FD-005056AB3675%7D.pdf. According to the U.N. Group of Experts, since that time two individuals named on this list, Hamada Habimana and Ferdinand Nsengiyumya, have returned to the FDLR. U.N. Security Council, "Midterm report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 5 of Security council resolution 2136 (2014), S/2014/428, para. 43. After accounting for a few repetitions on the Affinity Group list, the number has been increased to 43 based on the findings of Enough field interviews with FDLR commanders, Goma, Sept. 2014, and UNDRRR reports from 2009 to 2012 viewed by the Enough Project.

¹⁹ In its January 2014 report, the U.N. Group of Experts notes, "MONUSCO military sources reported that FDLR clashed with M23 on several occasions at Rubare and Rugari. The Group received information that FDLR coordinated attacks and ambushes against M23 with local FARDC commanders, notably in August. By November, however, when FARDC defeated M23, evidence of FARDC-FDLR collaboration diminished. In November, FARDC ended its passivity and attacked FDLR rebels at several locations in South Kivu." U.N. Security Council, "Final report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 2078 (2012)" S/2014/42, para. 98. In its July 2013 report, the U.N. Group of Experts notes, "Faced with the rapidly evolving M23 rebellion in 2012, the Congolese army first abided by a tacit non-aggression agreement with FDLR. The deteriorating security situation... however, enhanced the collaboration between some Congolese army units and FDLR in areas of close proximity to M23-controlled territory. The Group has documented local-level collaboration between the Congolese army and FDLR and continues to investigate the extent to which the Congolese army hierarchy may be involved in such collaboration." U.N. Security Council, "Midterm report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 2078 (2012)," S/2013/433, para. 106, July 19, 2013, available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2013/433.

²⁰ According to the U.N. Group of Experts in a July 2013 report, "Since M23 took control of the area along the border with Rwanda in Rutshuru territory, FDLR concentrated its troops adjacent to M23-controlled areas and carried out three attacks on Rwandan soil in late 2012 and mid-2013. FDLR officers told the Group that the objective of these attacks was to show the FDLR was not a dying force. The same sources stated that the incursions into Rwanda have boosted the morale of FDLR troops, and encouraged their leaders to plan other attacks." U.N.

18 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

Security Council, “Midterm report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 2078 (2012),” S/2013/433, para. 101.

²¹ For example, according to Human Rights Watch, it killed 701 civilians in between January and September of 2009. Human Rights Watch, “You Will Be Punished,” p. 12. According to the U.N. Group of Experts, between December 2011 and November 2012, the FDLR was responsible for at least 282 civilian deaths. U.N. Security Council, “Final report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 4 of Security Council resolution 2021 (2011),” S/2012/843, para. 150.

²² Enough interview with senior FDLR officer, Kanyabayonga military camp (COB), July 29, 2014.

²³ Voice of America, “UN to Congolese Rebels: Disarm or Face Force” August, 7, 2014, available at <http://www.voanews.com/content/un-to-congolese-rebels-disarm-or-face-force/2406474.html>.

²⁴ The group communiqué, issued from Kinshasa on August 4, 2014 and on file with Enough stated: “Strong messages to send to the FDLR leadership from the joint delegation of DRC-SADC-ICGLR-MONUSCO: 1. The transfer of FDLR elements stationed in Walungu bound for Kisangani via Kavumu must begin on Friday August 8, 2014. 2. The transfer of FDLR elements stationed in Kanyabayonga bound for Kisangani via Beni must begin on Saturday August 9, 2014. 3. A next voluntary disarmament ceremony of additional FDLR elements needs to begin in South Kivu Sunday August 10, 2014. 4. Another voluntary disarmament ceremony of additional FDLR elements needs to begin in North Kivu Monday August 11, 2014. 5. If the above actions do not take place by the respective indicated dates, the DRC government, the SADC, the ICGLR, and MONUSCO will take action and report the FDLR’s inaction to the relevant authority.”

²⁵ Enough interview with senior FDLR officer, North Kivu, eastern Congo, August 2014.

²⁶ FDLR, “Press release Nr. 1/SE/November/2013 of the FDLR,” November 12, 2013, available at <http://ikazeiwacu.k.i.f.unblog.fr/files/2013/11/fdlr-press-release-1-november-2013.pdf>.

²⁷ U.N. Security Council, “Report of the Secretary-General on the United Nations Organization Stabilization Mission in the Democratic Republic of the Congo,” S/2014/450, p. 5, June 30, 2014, available at http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2014/450.

²⁸ Enough interviews with civil society in Muhanga and Bunyantenge, September 27, 2014.

²⁹ U.N. Security Council, “Midterm report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 5 of the Security Council resolution 2136(2014),” S/2014/438, pp. 14-17.

³⁰ Enough Project interviews with Congolese Hutu community leaders in Masisi and Rutshuru, June and July 2014.

³¹ Enough Project interviews, June and July 2014.

³² On September 29, official civil society structure of North Kivu stated, “Civil Society of North Kivu deplores the slow process of voluntary surrender of the FDLR. ... The two-month extension that the ICGLR has given... is an additional punishment for the civilian victims of the abuses of the rebels... Civil Society of North Kivu urges the Congolese government and MONUSCO, to envisage a rapid deployment of the FARDC and the Intervention Brigade of the UN throughout the region, occupied local militias and negative forces.” Radio Okapi, “Reddition des FDLR: la société civile du Nord-Kivu déplore la lenteur du processus,” September 29, 2014, available at <http://radiookapi.net/actualite/2014/09/29/reddition-des-fdlr-la-societe-civile-du-nord-kivu-deploire-la-lenteur-du-processus/>

³³ BBC News, “DR Congo Hutu front ‘helps’ army,” October 2, 2007, available at <http://news.bbc.co.uk/2/low/africa/7023708.stm>.

³⁴ Forces Armées de la République Démocratique du Congo (Armed Forces of the Democratic Republic of Congo), the Congolese national army.

³⁵ U.N. Security Council, “Midterm report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 5 of the Security Council resolution 2136(2014),” S/2014/438, p. 16.

³⁶ Enough interview with FDLR senior commanders in Kanyabayonga military camp (COB), July 29, 2014.

³⁷ Ibid.

³⁸ Enough interview with Virunga park ranger, eastern Congo, October 22, 2014.

³⁹ Enough Project interview with military officer of the U.N. Intervention Brigade, eastern Congo, June 2014.

⁴⁰ Enough Project interview with western military expert on central Africa, October 9, 2014.

⁴¹ Max Boot, *Invisible Armies* (New York: Liveright Publishing Corporation, 2013), p. 566.

19 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

⁴² As an officer in an FDLR splinter faction told the Enough Project, “we share the same objective: power-sharing in Rwanda. We will not return to Rwanda until there is real dialogue.” Enough interview with RUD Commander, March 20, 2008. Binza, North Kivu. For a recent FDLR letter to the international community expressing its political interests and grievances see Letter from Victor Byiringiro, Acting President, Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) to U.N. and African Union leaders, Congolese and regional heads of state, and representatives of regional economic blocs, October 16, 2014, on file with the Enough Project. This letter, like others before it, expresses the sentiment that the FDLR considers itself and its dependents Rwandan, with Rwanda as its homeland. The FDLR letter describes the problems as being political in nature, needing political solutions. The FDLR frames itself as an important political stakeholder in Rwanda’s government and political structure that seeks inclusion in an inter-Rwandan dialogue between the government and opposition groups. The letter underscores the FDLR’s desire for hundreds of thousands of people to return voluntarily, under conditions that are not forced, to a Rwanda that allows opponents to live in safety and security. The letter conditions disarmament and relocation to Kisangani transit camp on an inspection of the camp and an inter-Rwandan opposition dialogue with the government (considered by many to be highly unlikely). The letter also underscores the FDLR’s opposition to the DDR/RR roadmap and its concern for the safety, care, and protection of its armed people and dependents.

⁴³ These are PS-Imberakuri, RDI-Rwanda Rwiza, FCLR-UBUMWE, and the Rwandan Democratic Union (RDU-UDR). U.N. Security Council, “Midterm report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 5 of Security council resolution 2136 (2014),” S/2014/428, p. 16. Other supportive statements include, for example, a letter signed by Paul Rusesabagana, now leader of the party PDR-Ihumure, in November 2013. He stated, “In many ways, today’s FDLR is an exact replica of the RPF (Rwandan Patriotic Front) rebel group that invaded Rwanda from Uganda in 1990.... The only difference is that the RPF was a Tutsi rebel group, while the FDLR is a Hutu rebel group.” “Letter to MONUSCO leaders,” November 27, 2013, available at http://hungryoftruth.blogspot.com/2013_11_01_archive.html.

⁴⁴ Enough interview with mid-level FDLR officer, Kanyabayonga military camp (COB), July 29, 2014.

⁴⁵ Dominic Johnson and Simone Schlindwein, “2014 Endgame or Bluff: The UN’s Dilemma with the FDLR in DRC,” August 2014, available at <http://democratiechretienne.org/2014/08/15/endgame-or-bluff-the-uns-dilemma-with-the-fdlr-militia-in-drc-simone-schlindwein/>.

⁴⁶ Enough interview with FDLR senior commanders in Kanyabayonga military camp (COB), July 29, 2014.

⁴⁷ The FDLR identifies the Southern African Development Community (SADC) as the regional platform where South Africa and Tanzania can advocate for FDLR interests. Both countries have concerns about Kigali’s aggression against opponents.

⁴⁸ Enough interview with FDLR senior commanders in Kanyabayonga military camp (COB), July 29, 2014.

⁴⁹ Enough interview with FDLR senior commander, August 28, 2014

⁵⁰ Enough interviews with three FDLR commanders, August 28, 2014.

⁵¹ According to the 2007 U.N. Group of Experts, “The principal method used by FDLR to raise funds is through illegal trade of mineral resources.” U.N. Security Council, “Final report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 18(d) of Security council resolution 1807(2008),” S/2008/773, para. 72, December 12, 2008, available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2008/773. The 2008 UN Group of Experts added, “FDLR-FOCA reportedly earns substantial revenue from its control and taxation of mineral deposits in North and South Kivu (see paras, 37-65). In addition, both FDLR-FOCA and CNDP indirectly profit from natural resources via roadblocks and forced or voluntary contributions from companies, comptoir owners and others involved in their trade (see paras. 66-80).” U.N. Security Council, “Report of the Group of Experts submitted pursuant to resolution 1771(2007),” S/2008/43, para 81, February 13, 2008, available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2008/43 The Pole Institute in 2007 noted, “The Rwandan FDLR is present in the mines of Shabunda, Mwenga, Walungu, Uvira and Fizi. They run mines, occasionally demand taxes or engage forced labour.” See Pole Institute, “Rules For Sale: Formal and informal cross-border trade in Eastern DRC,” May 2007, available at http://www.pole-institute.org/sites/default/files/regard19_anglais.pdf The 2010 UN Group of Experts documented that FDLR Montana unit “has become one of the richest units in the movement because of pillaging [of minerals from Walikale].” U.N. Security Council, “Final report of Group of Experts on DRC, submitted in accordance with paragraph 6 of Security Council resolution 1896 (2009),”

20 [The Enough Project • www.enoughproject.org](http://www.enoughproject.org)

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

S/2010/596, para. 181, November 29, 2010, available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2010/596.

⁵² The full name of the law is the Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act, and the conflict minerals reporting requirements are included in Section 1502 of the Act. It was signed into law on July 21, 2010. In 2010 the U.N. Group of Experts stated that, “Military operations against FDLR have disrupted its control over a number of economic activities. The access of FDLR to mines has been blocked or at least complicated by the presence of the FARDC and in many cases by the flight of civilian labourers...However, the Group does not doubt the organization’s ability to recover and re-establish its territorial control and revenue base if military pressure by FARDC subsides.” U.N. Security Council, “Final report of the Group of Experts on the DRC, submitted in accordance with paragraph 6 of Security Council resolution 1896(2009),” S/2010/596, para. 89. The 2011 Group of Experts stated that “In comparison with previous years, financing of FDLR through tin and tantalum ores has decreased.” “Final report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 1952(2010),” S/2011/736, para. 92, December 2, 2011, available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2011/736. Furthermore, on the basis of an interview with a former FDLR logistics officer interviewed in January 2013, journalists Johnson and Schlindwein state that “The FDLR no longer earns anywhere near as much as it once did through taxation, road blocks.” Johnson and Schlindwein, “2014 Endgame or Bluff,” p. 16.

⁵³ This is according to a recently leaked U.N. Joint Mission Analysis Cell intelligence report, discussed in the article below. Enough confirmed the report with UN officers in eastern Congo. News of Rwanda, “Rwanda: FDLR Generating U.S. \$71 Million From Businesses With Wives of DRC Officers.” Enough interviews with UN officials, Goma, October 25, 2014.

⁵⁴ According to the 2013 UN Group of Experts, “In its midterm report, the Group documented examples of such collaboration, including provision of ammunition (see S/2013/433, paras. 106-109). In September and October, three ex-combatants told the Group that FDLR buys ammunition from FARDC soldiers for between 50 and 100 Congolese francs (\$0.05-\$0.11) per bullet. The Government of Rwanda informed the Group of examples of the provision of ammunition to FDLR in late 2012 and early in 2013.” U.N. Security Council, “Midterm report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 2078 (2012),” S/2013/433, paras. 108-109; U.N. Security Council, “Final report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 2078 (2012)” S/2014/42, para. 97. This was confirmed by Enough Project interviews with Congolese army officers who traded weapons with the FDLR for gold, November 2011. Furthermore, according to the Affinity Group, “a large source of [the FDLR’s] income comes from gold mines—including areas around Kasugho, Mangurudjipa, and Mukungwe, although it also derives substantial profits from illegal timber, charcoal, and cannabis rackets. Nonetheless, its supply of weapons and ammunitions is limited, as it depends on the piecemeal purchases from corrupt FARDC officers and raids against their enemies. Social Science Research Council Democratic Republic of Congo Affinity Group, “FDLR: Past, Present, and Policies,” p. 8.

⁵⁵ The headline of the article states that the FDLR generates an estimated \$71 million per year from the trade in those goods. However, the details of the leaked report from the U.N. Joint Mission Analysis Cell in North Kivu state that these profits are shared among the FDLR, FARDC, and local Maï Maï groups. News of Rwanda, “Rwanda: FDLR Generating U.S. \$71 Million From Businesses With Wives of DRC Officers.”

⁵⁶ The headline of the article states that the FDLR generates an estimated \$71 million per year from the trade in those goods. However, the details of the leaked report from the U.N. Joint Mission Analysis Cell in North Kivu state that these profits are shared among the FDLR, FARDC, and local Maï Maï groups. News of Rwanda, “Rwanda: FDLR Generating U.S. \$71 Million From Businesses With Wives of DRC Officers.”

⁵⁷ News of Rwanda, “Rwanda: FDLR Generating U.S. \$71 Million From Businesses With Wives of DRC Officers,” U.N. Security Council, “Final report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 4 of Security Council resolution 2078 (2012),” S/2014/42, para. 96.

⁵⁸ U.N. Security Council, “Final report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 2078 (2012)” S/2014/42, para. 96.

21 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

-
- ⁵⁹ Interview with Virunga Park official, Goma, October 22, 2014; News of Rwanda, “Rwanda: FDLR Generating U.S. \$71 Million From Businesses With Wives of DRC Officers.”
- ⁶⁰ News of Rwanda, “Rwanda: FDLR Generating U.S. \$71 Million From Businesses With Wives of DRC Officers.”
- ⁶¹ Enough interviews with a community leader in Kirilirwe and with MONUSCO in Kitchanga, June 17-18, 2014; Enough interviews with several mid-level FDLR officers, Kanyabayonga, July 28, 2014.
- ⁶² Enough interviews with MOUNSCO in Kitshanga, June 18 and 19, 2014, with a former miner in Nyanzale, June 20, and with government officials in Binza, June 21-22, 2014.
- ⁶³ Enough interview with U.N. Force Intervention Brigade intelligence official in Rwindi, June 2014.
- ⁶⁴ U.N. Security Council, “Final report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 2078 (2012)” S/2014/42, para. 108.
- ⁶⁵ Virunga National Park, “Impact of the ICCN Checkpoint at Kibati,” available at <http://virunga.org/archives/impact-of-the-iccn-checkpoint/> (last accessed November 2014).
- ⁶⁶ Institut Congolais pour la Conservation de la Nature, “The Latest News on the Charcoal Interdiction,” March 2008, available at <http://virunga.org/archives/the-latest-news-on-the-charcoal-interdiction-effort/>.
- ⁶⁷ U.N. Security Council, “Final report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 2078 (2012)” S/2014/42.
- ⁶⁸ Interview by the Democratic Republic of Congo (DRC) Affinity Group with FDLR Commander, semi-structured telephone interview, Mwenga, Congo, June 5, 2013. Social Science Research Council Democratic Republic of Congo Affinity Group, “FDLR: Past, Present, and Policies,” p. 12.
- ⁶⁹ Johnson and Schindwein, “2014 Endgame or Bluff: The UN’s Dilemma with the FDLR in DRC,” p. 12.
- ⁷⁰ Johnson and Schindwein, “2014 Endgame or Bluff: The UN’s Dilemma with the FDLR in DRC,” p. 12.
- ⁷¹ Enough interview with mid-level FDLR officer, Kanyabayonga military camp (COB), July 29, 2014.
- ⁷² The September 15, 2014 SADC Heads of State “Summit urged the International Community, the United Nations and its Agencies to initiate a resettlement program in countries outside the Great Lakes Region to accommodate those FDLR elements who have voluntarily disarmed but unwilling or not allowed to repatriate to Rwanda.” Communiqué of the Double Troika Summit of Heads of State and Government plus the Democratic Republic of Congo and the United Republic of Tanzania, Pretoria, South Africa, 15 September 2014, available at <http://www.dfa.gov.za/docs/2014/sadc0916.html>; Enough interview with Western diplomat by phone, August 27, 2014.
- ⁷³ Enough interview with mid-ranking FDLR officer, North Kivu, July 2014..
- ⁷⁴ Boot, *Invisible Armies*.
- ⁷⁵ Enough interview with regional analyst, Goma, August 17, 2014.
- ⁷⁶ Enough interview with DRC CNR official Jerome Chirhuza in June 2014
- ⁷⁷ Enough interview with DRC CNR official Jerome Chirhuza in June 2014
- ⁷⁸ For security purposes, Janvier is a pseudonym. Enough interview in Kanyabayonga, July 28, 2014.
- ⁷⁹ U.N. Security Council, “Final report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 1952(2010),” S/2011/738, paras. 28-29, December 2, 2011, available at http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2011/738
- ⁸⁰ The ICC indicted one other FDLR commander, Callixte Mbarushimana, in September 2010, and he was arrested in October that year. In December 2011, the trial chamber ruled to decline to confirm the charges against MR. Mbarushimana and he was released. International Criminal Court, “The Prosecutor v. Callixte Mbarushimana,” available at http://www.icc-cpi.int/en_menus/icc/situations%20and%20cases/situations/situation%20icc%200104/related%20cases/icc01040110/Pages/icc01040110.aspx (last accessed November 2014).
- ⁸¹ Enough interviews with former and current FDLR fighters, eastern Congo, August-September 2014.
- ⁸² Enough interview with UN DDRRR officer in June in Kitchanga, June 2014.
- ⁸³ U.N. Security Council, “Midterm report of the Group of Experts submitted in accordance with paragraph 5 of Security Council resolution 2136 (2014), S/2014/428, pp.14-17.

22 The Enough Project • www.enoughproject.org

Comment Démanteler une Milice Meurtrière :

Sept Stratégies Non-Militaires pour Aider à Mettre Fin à la Menace des FDLR au Congo

⁸⁴ See, for example, Republic of Rwanda, “Rwanda’s Foreign Minister discusses DRC extraditions, FDLR and evicted Rwandans from Tanzania,” August 8, 2013, available at <http://www.gov.rw/Rwanda-s-Foreign-Minister-discusses-DRC-extraditions-FDLR-and-evicted-Rwandans-from-Tanzania>.

⁸⁵ For more detail, see Johnson and Schlindwein, “2014 Endgame or Bluff: The UN’s Dilemma with the FDLR in DRC,” p. 12.

⁸⁶ Such measures should be guided by the International Criminal Court Office of the Prosecutor’s “Policy Paper on Sexual and Gender-Based Crimes,” June 2014, available at <http://www.icc-cpi.int/iccdocs/otp/OTP-Policy-Paper-on-Sexual-and-Gender-Based-Crimes--June-2014.pdf>.

⁸⁷ “Final Communiqué of the 2nd Mini Summit of the ICGLR Head of States and Government on the Security Situation in the Democratic Republic of Congo and the Great Lakes Region,” August 14, 2014, available at <http://www.icglr.org/index.php/en/homepage/135-laast-news/487-final-communique-mini-summit-luanda-august-2014>.